



RURAL VISION

Magazine^{#3}

Donner
à l'Europe rurale
les moyens d'agir



**RURAL
PACT**



Financé par
l'Union européenne

Table des matières

3

Vers un plan d'action rural actualisé

4

Les nouvelles propositions législatives apportent moins de sécurité mais plus de marge pour exploiter le potentiel des zones rurales

5

L'instrument européen d'appui technique aide les États membres à stimuler le développement rural

6

Test rural — renforcer le processus et gérer les attentes

8

Renforcer la coordination des politiques pour libérer le potentiel des zones rurales

10

Faire entendre la voix des zones rurales pour passer à l'action: points de vue des parties prenantes à l'issue de la conférence sur le pacte rural

12

Le pacte rural en 2025: faits marquants du Bureau d'appui

14

Donner à l'Europe rurale les moyens d'agir: la communauté du pacte rural en action



ÉDITORIAL

Depuis son lancement en 2021, le **pacte rural** est devenu un **mouvement dynamique et vivant**. Sa communauté, forte de plus de 3 500 membres, représente toutes les composantes de la société et tous les niveaux de gouvernance, qui œuvrent ensemble à la réalisation des objectifs communs de la **vision rurale de l'UE à l'horizon 2040**.

S'appuyant sur les résultats fructueux obtenus au cours des premières années de **mise en œuvre** de la vision rurale, la Commission européenne a fait progresser l'action de l'UE en faveur des zones rurales avec la présentation, en février 2025, de la **vision pour l'agriculture et l'alimentation**. Reconnaissant que les zones rurales sont au cœur du mode de vie européen, la vision constitue un engagement à mettre à jour le plan d'action rural, à renforcer le pacte rural et le test rural, à poursuivre les travaux sur les zones rurales fonctionnelles et à renforcer les outils de développement territorial participatif, tels que LEADER et les villages intelligents.

L'amélioration du niveau de vie dans les zones rurales est essentielle pour les communautés et les économies rurales, notamment pour garantir un système agroalimentaire équitable. Il n'y a pas de zones rurales sans agriculture viable et pas d'agriculture sans zones rurales prospères. Et au-delà, les zones rurales signifient bien plus: elles font partie de la **solution pour renforcer la compétitivité, la résilience et la durabilité de l'Europe**. Les initiatives inspirantes présentées dans le cadre du pacte rural témoignent de la richesse des bonnes idées, des compétences et de l'énergie que les communautés rurales ont à offrir.

Le pacte rural a souligné la nécessité de mettre en place des **approches et des politiques plus intégrées** qui devraient **permettre aux communautés rurales d'exploiter leur potentiel** au moyen d'instruments plus simples et ciblés. Les propositions relatives au **budget de l'UE pour l'après-2027** répondent à l'appel en faveur des **synergies, de l'intégration, de la coordination et de la simplification** en intégrant le soutien aux zones rurales dans un plan de partenariat national et régional unique pour chaque pays. Les plans devraient canaliser les financements de manière à réduire les disparités territoriales et à améliorer le niveau de vie dans les zones rurales. Ils utiliseront les mêmes instruments clés qu'aujourd'hui, dont LEADER, et seront développés en partenariat avec les autorités rurales et les parties prenantes.

La **conférence sur le pacte rural** (16 et 17 septembre) a constitué une étape essentielle dans le dialogue avec les parties prenantes sur les implications rurales des propositions relatives au budget de l'UE pour l'après-2027. Nous avons poursuivi le débat lors d'un **laboratoire consacré à la politique du pacte rural** (5 novembre) puis avec le **groupe de coordination du pacte rural** (6 novembre). Je vous invite tous à saisir les occasions qui s'offrent à vous pour participer au débat sur les stratégies futures.

Les riches discussions menées lors de la conférence ont également été très instructives en ce qui concerne la **mise à jour du plan d'action rural de l'Union**, que nous avons l'intention de publier début 2026, et le **renforcement du pacte rural**, dont la facilitation bénéficiera d'un soutien accru en 2026-2027. Il s'agit notamment de renforcer le dialogue avec les États membres afin de faciliter l'élaboration de bons plans de partenariat nationaux et régionaux pour les zones rurales.

En espérant que vous appréciez cette troisième édition de notre magazine, je vous remercie de votre engagement dans le pacte rural.

Christophe Hansen,
Commissaire européen chargé
de l'agriculture et de l'alimentation



Vers un plan d'action rural actualisé



Par Silvia Nanni,
DG AGRI, Commission européenne

Démontrant l'engagement de la Commission européenne en faveur des communautés rurales et du développement des zones rurales, le **plan d'action rural** a obtenu de nombreux résultats depuis son lancement en 2022. Fort de 30 actions thématiques et horizontales, il représente un véritable effort de collaboration entre les services de la Commission pour faire progresser des initiatives concrètes en faveur de zones rurales plus fortes, connectées, résilientes et prospères d'ici à 2040.

Plus de **280 millions d'EUR ont été alloués à la recherche et à l'innovation rurales et 23,5 milliards d'EUR ont été investis dans des subventions et des règles modernisées en matière d'aides d'État afin d'améliorer la connectivité numérique**, tandis que de nombreuses initiatives de mise en réseau ont renforcé **LEADER, le développement local mené par les acteurs locaux** (DLAL) et les **villages intelligents**. La Commission a également soutenu **27 communautés énergétiques** et la création d'un **réseau de mobilité** des municipalités rurales.

D'autres initiatives comprennent des projets spécifiques visant à développer l'économie sociale et la **bioéconomie**, le lancement d'un **Rural toolkit sur le financement de l'UE** et la poursuite de l'expansion de l'**Observatoire rural**. Ces jalons et d'autres sont détaillés dans le **rapport de la Commission** intitulé «Une vision à long terme pour les zones rurales de l'UE: principales réalisations et pistes pour l'avenir».

S'appuyant sur ces réussites, la **vision pour l'agriculture et l'alimentation**, publiée en février 2025, a placé la barre plus haut en s'engageant à mettre à jour le plan d'action rural et à l'aligner sur les nouvelles priorités et le nouvel élan donné par la proposition de **budget de l'UE pour la période 2028-2034**.

La **mise à jour du plan d'action rural** repose sur le **dialogue** avec les 3 500 membres de la communauté du pacte rural. Une consultation continue est essentielle pour garantir que le nouveau plan reflète les réalités nationales, régionales et locales.

La **conférence sur le pacte rural** (16 et 17 septembre 2025) a réuni plus de 250 parties prenantes qui ont pu échanger des idées sur huit thèmes clés susceptibles de faire partie du plan d'action rural actualisé. Ces thèmes étaient: la **numérisation et la connectivité**; la **transition énergétique**; l'**attractivité des zones rurales auprès des jeunes**; l'**autonomisation au niveau local**; l'**innovation et la compétitivité**; le «droit de rester» dans les zones rurales; l'**inclusion sociale**; et la **bioéconomie**.

La **sixième réunion du groupe de coordination du pacte rural**, qui s'est tenue le 6 novembre 2025, s'est appuyée sur les discussions de la conférence et a affiné les priorités en vue de la phase suivante.

Toutes les idées recueillies au cours des derniers mois sont en cours d'analyse et d'examen par les services de la Commission participant au processus de mise à jour. Les actions sélectionnées constitueront la base du plan d'action rural actualisé, attendu pour le début de l'année 2026.

Nous tenons à remercier tous ceux qui ont contribué à la mise en œuvre du plan d'action rural et à l'élaboration de la prochaine mise à jour. Restez à l'écoute!



© Union européenne

Les nouvelles propositions législatives apportent moins de sécurité mais plus de marge pour exploiter le potentiel des zones rurales



Par Radim Sršen,
président du groupe de coordination du pacte rural

En décembre 2024, le groupe de coordination du pacte rural a publié une [déclaration commune](#) contenant des propositions stratégiques sur l'avenir de la politique de développement rural.

Les nouvelles [propositions relatives au cadre financier pluriannuel 2028-2034](#) et la législation connexe ont suscité des réactions nombreuses et très diverses et, certainement, davantage de questions, étant donné que les propositions sont plus révolutionnaires qu'évolutives. Toutefois, le monde actuel ainsi que les zones rurales sont confrontés à de nouveaux enjeux majeurs, auxquels les anciens outils ne permettent pas de répondre.

Le besoin de flexibilité

Une grande partie de la communauté rurale plaide depuis des années en faveur d'une plus grande flexibilité et d'une réduction de la bureaucratie, ce qui est précisément l'objet des nouvelles propositions. Aujourd'hui, bon nombre de ces voix soutiennent qu'il y a peut-être «trop» de flexibilité. La sécurité est certes moindre, mais il est impossible de faire face aux difficultés rencontrées dans les zones rurales avec seulement 5 % du FEADER en faveur de LEADER. Je suis heureux de vous annoncer que la [déclaration du groupe de coordination du pacte rural \(RPCG\)](#), approuvée en décembre dernier, a été très visionnaire sur ces points.

Vers une approche globale

Il est absolument nécessaire de modifier l'approche traditionnelle du développement rural afin de surmonter les difficultés auxquelles sont confrontées les zones rurales. Nous ne sommes pas en mesure de les résoudre par le seul recours à la politique agricole commune. Il est urgent d'adopter une approche globale, intégrée, plurifonds et multipolitique, comme l'a préconisé la [«Vision à long terme pour les zones rurales de l'UE»](#).

Pour relever les nombreux défis liés au dépeuplement, des interventions ciblées et des innovations politiques sont nécessaires afin de renforcer la résilience, la transformation énergétique et les transitions écologique et numérique face au déclin économique des régions rurales. Une telle approche intégrée devrait être reconnue et prise en considération dans la gestion des fonds et des politiques de l'UE, dans la mesure où le succès des communautés rurales est crucial non seulement pour les habitants des zones rurales, mais aussi pour le bien-être économique, environnemental et social plus large de l'Union européenne dans son ensemble. Notre objectif collectif devrait être de créer

des communautés rurales dynamiques et résilientes, en mesure de contribuer à des transitions économiques, environnementales et sociales durables.

Le rôle des autorités locales et des régions

Les dimensions locales et régionales sont essentielles et devraient se voir attribuer un rôle beaucoup plus important à l'avenir. Chaque région rurale a ses spécificités, ses problèmes et ses contraintes. Il est donc nécessaire d'adopter des approches sur mesure, adaptées au contexte local, et de renforcer la participation de tous les acteurs locaux et régionaux grâce à des modèles de gouvernance ascendants et à plusieurs niveaux. Il est également nécessaire d'étendre tous les outils existants de l'UE présentant une forte dimension locale et régionale, tels que [LEADER/CLLD](#), les [villages intelligents](#), le [pacte rural](#), le [test rural](#), etc.

Accorder la priorité aux zones rurales dans les plans de partenariat nationaux et régionaux

Bien que les nouvelles propositions relatives au budget de l'UE pour 2028-2034 offrent un potentiel considérable à cet égard, il faut accorder une attention particulière aux zones rurales dans tous les plans de partenariat nationaux et régionaux (PPNR), à commencer par une affectation obligatoire de fonds en faveur du développement rural dans tous les PPNR, et je suis sûr que nous nous battrons tous pour cela. Il s'agira d'intensifier considérablement les efforts de négociation au niveau national par rapport à ce que nous avons connu jusqu'à présent. Toutefois, cela conférera également plus d'importance au pacte rural et au [groupe de coordination du pacte rural](#) pour ce qui est de l'assistance et de l'inspiration mutuelle lors de ces négociations.

Ensemble, nous sommes plus forts et je crois en un avenir meilleur pour les zones rurales! N'oubliez pas que l'Europe commence dans les zones rurales!

L'instrument européen d'appui technique aide les États membres à stimuler le développement rural



Par Florin Popa (à gauche), DG EAC (anciennement DG REFORM), Commission européenne
Edward Tersmette (à droite), DG REFORM, Commission européenne

L'instrument d'appui technique (TSI) est un programme de l'Union destiné à fournir une expertise technique sur mesure aux États membres afin de les aider à concevoir et à mettre en œuvre des réformes. Il propose des conseils stratégiques et juridiques, des études, des formations et des visites d'experts, qui sont particulièrement bénéfiques pour les zones rurales confrontées à des défis tels que le déclin démographique, la sous-performance économique et les pénuries de main-d'œuvre. L'instrument d'appui technique est fondé sur la demande et ne nécessite pas de cofinancement de la part des États membres. Il vise à remédier à ces problèmes de manière structurelle.

Un projet important de l'instrument d'appui technique actuellement en préparation est intitulé «**Preparing rural regions in Romania to adapt to demographic change and talent shortage**» (Préparer les régions rurales de Roumanie à s'adapter à l'évolution démographique et à la pénurie de talents). Les régions rurales de Roumanie sont confrontées à un déclin démographique, à des résultats économiques médiocres et à une pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Ces difficultés sont exacerbées par l'exode rural dont souffrent ces zones en raison d'une faible connectivité, de problèmes de productivité et d'un accès limité aux services publics essentiels, tels que l'éducation et les soins de santé. Les efforts déployés jusqu'à présent au niveau national n'ont pas abouti, essentiellement en raison d'un manque de coordination entre les stratégies de développement nationales, régionales et locales.

Pour résoudre ces problèmes, le ministère roumain du développement, des travaux publics et de l'administration a demandé une assistance technique afin de mettre en place un cadre national global. Ce cadre, qui sera mis en œuvre avec l'expertise de

l'OCDE entre 2025 et 2027, renforcera les capacités des autorités nationales et locales en fournissant des orientations politiques et des méthodes pour une collaboration efficace en vue de relever les difficultés rencontrées dans les zones rurales. Le projet s'aligne sur le cadre d'action de l'OCDE pour le bien-être rural et soutient l'élaboration d'une politique rurale nationale territorialisée. Cette politique sera axée sur le renforcement de la collaboration à plusieurs niveaux, l'amélioration de l'accès aux services publics et la promotion de la cohésion territoriale afin de réduire les disparités régionales.

De leur côté, les Pays-Bas participent à un projet relevant de l'instrument d'appui technique et concernant l'élaboration d'une révision de la politique rurale au niveau national. Les zones rurales des Pays-Bas sont confrontées à des problèmes complexes tels que la difficulté de maintenir un bon niveau de service et de mettre en place un secteur agricole pérenne, le mécontentement du monde rural et l'évolution démographique. Pour résoudre ces problèmes, le ministère néerlandais de l'agriculture, de la pêche, de la sécurité alimentaire et de la nature a sollicité une assistance technique afin de lancer un examen consultatif de la politique rurale que mènera l'OCDE. Cet examen apportera un éclairage sur les défis qui pèsent sur la vitalité et la qualité de vie dans les zones rurales ainsi que sur leur état socio-économique et les opportunités qui pourraient s'offrir. Le projet a débuté en septembre 2025 pour une durée de 18 mois.

L'instrument d'appui technique offre aux régions rurales une occasion précieuse d'aligner leurs stratégies de développement sur la législation et les recommandations de l'UE. Pour de plus amples informations, veuillez contacter **SG-REFORM-TSI@ec.europa.eu**.

Liens utiles: [Appel du TSI de 2026](#)



Test rural — renforcer le processus et gérer les attentes



Par Betty-Ann Bryce,
OCDE

Le test rural, qui consiste à s'assurer qu'une politique n'ait pas de conséquences néfastes involontaires dans les régions rurales, est souvent mal compris. Certains pensent qu'il s'agit d'une politique qui, une fois mise en œuvre, produira des résultats immédiats dans les zones rurales. Par conséquent, lorsqu'aucun changement immédiat ne se produit ou n'est visible, on a tendance à y voir un échec ou à juger le test inefficace.

Les gouvernements du monde entier et au sein de l'Union européenne se tournent de plus en plus vers le test rural pour soutenir le développement rural. À ce titre, il est essentiel de comprendre son champ d'application et ses limites. Cet article examine comment l'efficacité du test rural pourrait être évaluée et propose des moyens pratiques d'améliorer le processus.

Le test rural en tant que processus

Le test rural n'est pas une politique, il s'agit d'un processus conçu pour éclairer les décisions. Ce processus peut révéler des risques et des possibilités, mais il ne peut pas contraindre les décideurs politiques à agir sur la base des informations obtenues. Il repose sur trois piliers: **la participation des parties prenantes**; la collecte d'éléments probants; et **la communication en temps utile d'informations claires, concises et adaptées** au contexte et au «testeur rural».

Découvrez une multitude de ressources — documents, présentations d'orateurs et enregistrements vidéo — provenant du [laboratoire consacré à la politique du pacte rural](#) de juin 2025.

Découvrez des exemples de test rural en Irlande, en Finlande et en Catalogne (Espagne) dans le [rapport](#) sur le laboratoire politique.

La qualité du processus détermine le succès

Ce constat s'impose clairement lorsque l'on examine les domaines dans lesquels le test rural présente systématiquement des lacunes. Il y a échec, par exemple, lorsque les éléments probants ne sont pas clairs, lorsque les documents justificatifs sont imprécis ou trop complexes, ou lorsque les informations ne sont pas fournies sous une forme réellement exploitable. Le test rural a plus de chances d'aboutir lorsque le processus est affiné afin de corriger ces défauts — voir figure 1.

Figure 1. Réussite ou échec du test rural



Source: Betty-Ann Bryce

Niveau de gouvernance et calendrier

La manière dont le test rural est conçu doit correspondre au niveau de gouvernance de l'endroit où le processus se déroule. Au niveau national, le processus de test rural peut nécessiter la communication rapide d'informations. Cet aspect pourrait avoir une incidence sur la manière dont les voix des zones rurales peuvent se faire entendre ainsi que sur la manière dont les experts sont associés au processus.

En revanche, au niveau régional ou local, il pourrait y avoir plus de temps, par exemple, pour organiser des réunions publiques, rassembler les parties prenantes et discuter. Pour que le test rural soit efficace, son organisation doit tenir compte de ces différentes contraintes de temps. Les échecs surviennent souvent non en raison d'une faille conceptuelle du processus, mais parce que celui-ci n'est pas adapté au niveau de gouvernance ou au calendrier dans lequel il s'inscrit.

La transparence peut aider à gérer les attentes

Comme il a été souligné précédemment, faute de résultats visibles dans les régions rurales, les parties prenantes concluent parfois que le test rural a échoué. Toutefois, si les parties prenantes comprenaient mieux ce qui a été fait, elles seraient mieux informées et mieux à même de faire la distinction entre le bon déroulement du processus lui-même et la décision finale des décideurs politiques.

La publication de résumés des exercices de test rural pourrait être utile. En effet, la transparence permet de mieux percevoir l'intérêt de continuer à affiner et à renforcer le processus.

Renforcer l'intelligence rurale

L'un des moyens d'améliorer le processus est de disposer d'éléments probants plus substantiels et plus solides, articulés autour de trois piliers:

- l'état des données rurales dresse un tableau de référence de la situation du milieu rural. Il s'agit de la catégorie la plus large, qui permet de comprendre les conditions générales des zones rurales;
- les **données sur les incidences potentielles** sont plus spécifiques et mesurent les éventuels effets positifs ou négatifs liés à une proposition politique particulière ou à une action proposée. Par exemple, si un gouvernement introduit une stratégie de gouvernance électronique, ces données pourraient permettre d'examiner si les régions rurales dont le haut débit est limité ou dont le niveau d'habileté numérique est plus faible seraient désavantagées au cas où la proposition viendrait à être adoptée;
- les **données sur la valeur ajoutée** constituent une étape supplémentaire pour recenser ou étudier les possibilités permettant à une région rurale de contribuer activement à la réalisation des objectifs de la politique, en particulier lorsque les données sur les incidences révèlent des conséquences négatives potentielles.

Changer de discours: la manière dont vous parlez des régions rurales est importante

Trop souvent, les zones rurales sont présentées comme dépendantes du développement national plutôt que comme y contribuant à part entière.

L'analyse révèle que cette perception peut avoir une incidence sur la manière dont les services gouvernementaux non ruraux appréhendent les questions rurales et y répondent. La ruralité n'est pas un fardeau, elle fait partie de la solution.

Le plus souvent, les acteurs ou les experts du monde rural s'appuient sur des arguments formulés en matière de déficit, rappelant aux décideurs politiques les faiblesses des zones rurales plutôt que leurs points forts. C'est sans doute là que les données sur la valeur ajoutée qui montrent comment les zones rurales peuvent participer activement à la réalisation des objectifs de la politique deviennent essentielles, car elles contribuent à communiquer les réalités rurales de manière à mettre en évidence leur pertinence par rapport aux objectifs nationaux plus larges.

Tester et co-concevoir des matériaux de test rural avec les acteurs et les testeurs ruraux

Il convient de ne pas concevoir les processus de test rural de manière isolée et, par exemple, de tirer parti des accords existants avec les établissements universitaires et des réseaux de parties prenantes pour collecter et exploiter l'intelligence rurale. Ceux-ci peuvent soutenir à la fois l'aspect technique de la collecte de données et la dimension de la valeur ajoutée, en faisant en sorte que les éléments probants soient à la fois rigoureux et fondés sur des réalités vécues.

Dans la mesure du possible, des fonctionnaires issus de services non ruraux devraient être associés à l'élaboration des documents. Il est impératif d'obtenir leur adhésion et de veiller à ce que leur retour d'information sur les documents, les questions et les formats de données soit intégré dans le processus.

Pour conclure

Le test rural est un processus, et non une politique, qui peut éclairer les décisions, mais pas les imposer. Le succès dépend de la qualité du processus. Le partage des résultats — même sans changement de politique — contribue à gérer les attentes et à maintenir la confiance des parties prenantes. Même lorsqu'aucune mesure immédiate n'est prise, l'amélioration des connaissances sur les questions liées à la ruralité au sein des services gouvernementaux non ruraux peut s'avérer bénéfique pour des actions futures.

Pour plus d'informations

Bryce, B. (2024), «Rural Proofing: Lessons from OECD countries and potential application to health» (Test rural: enseignements tirés des pays de l'OCDE et application potentielle à la santé), Documents de travail de l'OCDE sur le développement régional, n° 73, Éditions OCDE, Paris

OCDE (2025), «Reinforcing Rural Resilience» (Renforcer la résilience rurale), Études rurales de l'OCDE, Éditions OCDE, Paris

Commission européenne, «Rural proofing» (test rural)

Réseau européen de développement rural (2022), «A Framework of Rural Proofing Actions» (Un cadre d'action en faveur des zones rurales), résultat final du groupe thématique

Renforcer la coordination des politiques pour libérer le potentiel des zones rurales

Une meilleure coordination entre les différentes institutions et les différents niveaux de gouvernance peut réellement faire la différence pour ce qui est de soutenir les communautés rurales dans l'ensemble de l'Union et de relever les défis aux dimensions multiples auxquels celles-ci sont confrontées.

La [déclaration](#) du groupe de coordination du pacte rural (RPCG), adoptée en décembre 2024, plaide en faveur de la mise en œuvre du modèle de pacte rural, qui repose sur une approche plurifonds et multiacteurs à tous les niveaux de gouvernance. Une telle démarche contribuerait à améliorer l'efficacité des initiatives de développement rural.

En combinant les sources de financement des politiques de développement rural et en associant toutes les parties prenantes concernées, les ressources peuvent être utilisées plus efficacement et les actions mieux alignées. Des structures de gouvernance claires définissant les rôles à chaque niveau facilitent le suivi continu, l'évaluation et l'adaptation des politiques.

La déclaration préconise de traduire la vision rurale de l'Union en stratégies rurales à long terme aux niveaux européen, national et régional, élaborées en partenariat avec les acteurs ruraux afin de faire en sorte que les politiques reflètent véritablement les priorités et les besoins locaux.

Découvrez ci-dessous trois exemples d'autorités de gestion nationales et régionales qui se sont engagées à faire du pacte rural une réalité sur leur territoire.



Franck Leroy,
Région Grand Est, France

Renforcer la richesse, la diversité et la vitalité des zones rurales est pour nous une priorité. Notre région met en œuvre un pacte rural depuis avril 2024 afin d'améliorer la qualité de vie dans nos 4 544 communautés rurales.

L'initiative s'articule autour de deux objectifs principaux: répondre aux besoins quotidiens des habitants et établir une approche transversale allant au-delà des limites sectorielles. Pour élaborer le pacte, nous avons organisé 40 ateliers avec 1 000 participants qui ont défini des priorités locales. Les 100 mesures financières et d'ingénierie technique qui en résultent, soutenues à hauteur de 800 millions d'EUR, répondent à des préoccupations essentielles, notamment la mobilité, le logement, l'accès aux soins de santé, la formation et la création d'emplois.

Un conseil des élus supervise la réussite et la visibilité de l'initiative sur le terrain. Douze centres régionaux aident les acteurs locaux à monter leurs projets, comblant ainsi le fossé entre les autorités régionales et les communautés. Une équipe spécifique veille à la coordination et à la mise en œuvre entre les différents services.

Après un an seulement, notre [pacte rural a soutenu](#) plus de 70 entreprises rurales, 1 100 PME, 163 rénovations de bâtiments et d'espaces publics, plus de 120 projets visant à améliorer la mobilité active, les installations sportives ou les services destinés à la petite enfance et huit systèmes de transport à la demande. Le programme «[Coup de pouce rural](#)», qui a financé 541 projets de travaux à petite échelle, tels que la rénovation d'églises et de bâtiments publics, la mise en place de nouveaux mobiliers urbains ou encore des travaux d'embellissement, et qui a eu une incidence considérable sur les communautés locales, est un exemple de programme réussi.



@ Union européenne, 2024

Eva van der Meulen, ministère de l'agriculture, de la pêche, de la sécurité alimentaire et de la nature, Pays-Bas



Aux Pays-Bas, nous ne disposons pas encore d'une politique intégrée de développement rural, mais plusieurs initiatives vont dans ce sens.

En 2025, le ministère de l'intérieur a lancé le [programme national pour les régions vitales](#) afin de réduire les disparités et de garantir des perspectives d'avenir pour les régions périphériques. Des représentants de haut niveau issus de différents ministères jouent le rôle de points de contact, promouvant ainsi la participation interministérielle et soutenant la coordination entre les niveaux de gouvernance. Le processus est coordonné par le ministère de l'intérieur, l'ensemble du gouvernement central s'engageant en faveur de cette approche.

Une [étude sur le monde rural](#) (prévue pour 2025), réalisée en coopération avec l'OCDE et financée par la Commission européenne dans le cadre de son instrument d'appui technique, vise à analyser comment les politiques de développement rural

peuvent être mieux adaptées aux besoins et au bien-être des zones rurales ainsi qu'aux défis socio-économiques à long terme auxquels ces zones sont confrontées.

Une coalition de 33 municipalités rurales, le [réseau P10](#), fournit une structure de gouvernance solide et ascendante. Elle facilite les échanges et la défense des intérêts ruraux aux niveaux national et de l'Union, en soutenant la planification collaborative entre les habitants, les institutions et les entrepreneurs afin de mettre en œuvre des stratégies territorialisées. Son objectif commun est de soutenir les services, les équipements et les perspectives dans les zones rurales afin d'éviter le déclin.

Le [pacte rural néerlandais](#), une initiative ascendante que nous avons lancée en 2024, réunit les acteurs nationaux, régionaux et locaux afin de discuter des priorités et de mettre en œuvre la vision rurale de l'Union dans le contexte néerlandais.



Sanna Sihvola et Marianne Selkäinaho, ministère de l'agriculture et des forêts, Finlande

La Finlande est l'un des pays les plus ruraux de l'Union, 95 % des terres étant classées comme rurales et environ un tiers de la population vivant dans des zones rurales. C'est pourquoi la politique rurale et le développement rural revêtent une importance cruciale pour nous.

Depuis plus de 35 ans, nous disposons d'une politique rurale nationale, dirigée par un [Conseil de la politique rurale](#). Le Conseil, qui réunit 35 organisations gouvernementales et de la société civile, est présidé par le ministère de l'agriculture et soutenu par un secrétariat et des réseaux thématiques. Son principal outil est le programme national de politique rurale,

qui fixe des objectifs dans les domaines suivants: les ressources naturelles; les acteurs ruraux et la durabilité; la compétitivité; la vie quotidienne; et l'inclusion et la communauté.

Suivant une approche globale, le programme définit les besoins et les objectifs en matière de développement rural, sur la base de recherches et de données factuelles. L'intégration des différentes sources de financement, y compris le financement rural de l'Union, et les décisions relatives aux fonds structurels de l'Union européenne ont lieu au niveau régional, les comités de gestion régionaux coordonnant la préparation et la mise en œuvre des programmes de développement régional.

Pour de plus amples informations et des exemples, voir la page web consacrée au laboratoire politique sur le [renforcement de la coordination des politiques](#) (novembre 2024) et les pages web contenant les [informations par pays](#) sur la promotion du pacte rural.



Faire entendre la voix des zones rurales pour passer à l'action: points de vue des parties prenantes à l'issue de la conférence sur le pacte rural

Plus de 250 acteurs ruraux de toute l'Europe se sont réunis à Pecq, en Belgique, les 16 et 17 septembre 2025 à l'occasion de la conférence sur le pacte rural, un événement étalé sur deux jours consacré à l'élaboration d'actions concrètes pour la vision rurale de l'Union. Organisée par le bureau d'appui au pacte rural, la conférence a portée sur l'élaboration de politiques qui renforcent la résilience, la compétitivité et l'inclusion rurale, tout en contribuant directement à la prochaine mise à jour du plan d'action rural. Pour de plus amples informations, des présentations d'orateurs et des enregistrements vidéo, voir la [page web de la conférence sur le pacte rural](#).

Lisez les différents points de vue des parties prenantes et les conclusions tirées de l'événement!



Anita Sejicka,
Forum rural letton
(Lettonie)

La conférence sur le pacte rural a confirmé la diversité de l'Europe rurale et l'urgence de faire de cette diversité un atout. Ma principale conclusion est que nous ne pouvons plus nous permettre un soutien fragmenté ou occasionnel. Les zones rurales ont besoin de stratégies nationales qui traduisent la vision à long terme de l'Union en responsabilités claires, en financements stables et en actions concrètes sur le terrain.

Les exemples présentés montrent que même de petites initiatives peuvent déclencher des changements majeurs: des magasins de village polyvalents qui garantissent l'approvisionnement alimentaire et les services; la 5G reconnue comme infrastructure publique; des villages intelligents qui expérimentent de nouvelles manières de fournir de l'énergie ou de dispenser des soins. LEADER/CLLD a déjà prouvé que lorsque le soutien est spécifiquement réservé, les communautés produisent des résultats.

Ces expériences fructueuses ne doivent ni se perdre comme des graines que le vent éparpille ni se voir étouffées par la pression de lobbies influents. Les villages d'Europe ne peuvent pas être traités comme des espaces à aider, mais devraient plutôt être reconnus comme des moteurs de résilience et d'innovation.



Kevin Grauwels,
Agence foncière flamande
(Belgique)

Ce que je retiens principalement de la conférence sur le pacte rural, ce sont les perspectives que pourraient offrir le nouveau cadre financier pluriannuel (CFP) et les plans de partenariat nationaux et régionaux (PPNR) pour une approche plus intégrée des investissements structurels dans les zones rurales, en complément des interventions rurales prévues dans le cadre de la politique agricole commune (PAC) et du LEADER.

Toutefois, cela devrait exiger des États membres qu'ils élaborent des stratégies intégrées de développement rural au niveau national ou régional, associant l'ensemble du gouvernement. La participation de secteurs essentiels — tels que la mobilité, les soins de santé, l'économie — serait indispensable à cet égard.

C'est également là que le plan de partenariat national et régional peut créer une menace pour le développement rural: les plans exigent un dialogue intersectoriel pour bien fonctionner. Ce processus peut être renforcé par l'élaboration de pactes ruraux nationaux ou régionaux. Au cours des prochains mois, nous continuerons à travailler à l'établissement d'un pacte rural en Flandre, associant tous les niveaux de gouvernement et tous les domaines d'action.



Hilkka Vihinen,
Institut LUKE (Finlande)

Ma principale recommandation est de renforcer le soutien aux chercheurs pour la mise en œuvre du test rural dans les politiques régionales, nationales et de l'UE. Nous devons comparer les différentes approches en matière de test rural et améliorer les méthodes de collecte et de présentation des données et des connaissances nécessaires à une utilisation efficace dans tous les domaines d'action qui ont une incidence sur la vie rurale.

Les activités spéciales de test rural devraient être orientées vers les mécanismes et les pratiques qui laissent systématiquement les zones rurales de côté. Il s'agit de cadres d'action et de mesures qui ont pour seul effet de soutenir plutôt que de renouveler les structures économiques des zones rurales, tout en concentrant les activités de renouvellement dans les zones urbaines déjà prospères. Ce biais indésirable provoque un cercle vicieux qui nous rend sous-performants tant sur le plan du bien-être que sur celui de l'économie.

Au sein de mon institution, la priorité de notre nouvelle stratégie de recherche est la bioéconomie résiliente et compétitive dans les zones rurales septentrionales à faible densité de population de l'Union européenne.



Ben van Essen,
ERCA, Parlement rural européen

«Ne nous sous-estimez pas», a déclaré Lina Noreikaitė-Rimkienė, résidente rurale, au début de la conférence bien organisée sur le pacte rural, qui a réuni de nombreux représentants à tous les niveaux. À ma connaissance, 37 % des participants étaient des représentants d'organisations de la société civile qui ont présenté de nombreuses bonnes pratiques démontrant clairement que, partout dans l'Europe rurale, des efforts sont actuellement déployés au niveau local pour trouver des «solutions de la communauté rurale aux défis mondiaux».

Telle était précisément la devise du [Parlement rural européen](#) d'octobre 2025, au cours duquel environ 400 participants ont réfléchi à de nouvelles idées pour assurer un avenir meilleur aux zones rurales.

«L'avenir de l'Europe dépend de la manière dont nous gérons les communautés locales», a déclaré Lidija Pavić-Rogošić, membre du CESE. Le nouveau plan d'action rural doit tenir compte de ce que les communautés locales ont à offrir en apportant un soutien (ciblé) au développement mené par les acteurs locaux, aux pôles financiers régionaux, au partage des connaissances et à l'accompagnement des initiatives de terrain.

De cette manière, le «droit de rester» devient ce qu'il doit être: le droit de façonnier son propre avenir.

Charlene Lambert, Women
Entrepreneurship Platform
(plateforme en faveur
de l'esprit d'entreprise
au féminin)



Nous avons été encouragés par la prise de conscience croissante de la nécessité d'aider les agricultrices, les femmes entrepreneurs dans les régions rurales et les jeunes à inverser la tendance actuelle au déclin rural. Les femmes et les jeunes apportent de nouvelles idées, approches et solutions qui sont les bienvenues et devraient être prioritaires dans l'amélioration des politiques et des programmes. En mettant tout le monde à contribution, nous pouvons mieux réaliser les objectifs de la PAC, du pacte vert, de la stratégie «De la ferme à la table» et de la vision rurale de l'Union.

Nos travaux consistant à comparer ces politiques à la stratégie de l'Union en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes dans le cadre du consortium GRASS CEILING d'Horizon Europe ont toutefois démontré qu'il reste encore beaucoup à faire pour parvenir à l'égalité. Grâce à des programmes ciblés, à un cadre stratégique favorable et à un financement spécifique, des progrès peuvent être accomplis. Nous continuerons à travailler avec les membres et les partenaires pour plaider en faveur des agricultrices, des femmes entrepreneurs et des jeunes femmes des régions rurales en général, afin de veiller à ce que les politiques nationales et de l'Union les soutiennent pleinement.



Mihail Dumitru,
DG AGRI, Commission
européenne

La conférence a abordé une multitude de sujets, mettant en lumière la complexité des défis auxquels sont confrontées les zones rurales, mais aussi les possibilités et les instruments de financement qui existent en Europe à tous les niveaux et dont les communautés rurales peuvent tirer parti pour faire des zones rurales les lieux où les gens souhaitent vivre, rester et travailler. Nous sommes sur la bonne voie dans le parcours entamé il y a quelques années vers notre vision pour 2040 et, avec le plan d'action rural, nous avons franchi une nouvelle étape.

Voici le message important que je retiens: au fil des ans, nous avons réussi à bâtir une communauté très forte et très dynamique. Je m'en réjouis sincèrement, car tel était notre objectif: donner une voix forte à cette communauté et à ces acteurs ruraux et défendre les zones rurales au-delà de l'agriculture. Gardons le cap et poursuivons notre chemin sur la voie du pacte rural.



Hugo Sobral,
DG REGIO, Commission
européenne

Les trois enseignements que j'ai tirés de la conférence sont les suivants:

1. la cocréation et la mise à jour continue du plan d'action rural (y compris les travaux sur le «droit de rester»), et le partage systématique des réussites afin de permettre l'apprentissage mutuel — le plan devrait être un document vivant qui reflète les réalités d'aujourd'hui, mais aussi les ambitions de demain;
2. la nécessité de disposer de réseaux solides, de renforcer les capacités de l'administration publique et d'investir dans ce qui incite les citoyens à rester sur place: les services, l'éducation, les transports, la connectivité numérique, l'emploi et la sécurité;
3. l'engagement des institutions européennes en faveur d'un partenariat durable — les institutions sont à l'écoute des acteurs locaux et dialoguent avec eux, conformément au principe de partenariat qui sous-tend depuis longtemps la politique de cohésion. La conférence a mis en lumière de nombreuses idées et recommandations précieuses, mais ce n'est pas une fin en soi. Elle s'inscrit dans un dialogue continu, l'avenir des politiques rurales devant être façonné en partenariat avec les acteurs ruraux.

Le pacte rural en 2025: faits marquants du Bureau d'appui



Par Sophie Nedlin,
Bureau d'appui au pacte rural

Découvrez ce que le Bureau d'appui au Pacte rural a accompli au cours de l'année écoulée, qu'il s'agisse de manifestations et publications inspirantes ou d'actions qui font avancer la vision rurale.

Les pactes ruraux prennent forme dans l'ensemble des États membres et des régions de l'Union

Un nombre croissant de pays mettent en pratique le pacte rural, traduisant ses principes en actions nationales et régionales. Pour contribuer à la visibilité des efforts accomplis, un ensemble de nouvelles pages web contenant des [informations par pays](#) rassemble des exemples de dix États membres — Tchéquie, Finlande, France, Allemagne, Irlande, Lettonie, Pologne, Espagne, Suède et Pays-Bas — structurés autour des sept ingrédients énoncés dans la note d'information intitulée «[La mise en œuvre du pacte rural dans les États membres](#)».

Allant de la création de plateformes nationales à l'élaboration d'outils stratégiques innovants, ces exemples illustrent la manière dont les gouvernements et les communautés peuvent travailler ensemble pour renforcer l'Europe rurale.

Aux Pays-Bas, un pacte rural récemment lancé met en relation les réseaux ruraux, les chercheurs, la société civile et le gouvernement afin de définir des priorités communes — découvrez davantage d'initiatives néerlandaises à la page 8. La Pologne a lancé son premier parlement rural, qui permet aux maires, aux jeunes, aux ONG, aux agriculteurs et aux associations d'une seule voix lors de l'élaboration des politiques. L'Allemagne procède à des «contrôles de l'équivalence» pour veiller à ce que les nouvelles lois favorisent des conditions de vie équilibrées, tandis que des outils supplémentaires fournissent des données détaillées sur le logement, les services et la mobilité afin de contribuer à adapter les politiques aux réalités rurales. Parcourez les [informations par pays](#) pour découvrir d'autres exemples!

Traduire les priorités rurales en actions de politique publique: enseignements tirés des laboratoires politiques

Les laboratoires politiques du pacte rural offrent aux parties prenantes des espaces leur permettant d'explorer des solutions, de partager des pratiques et de traduire la vision rurale de l'UE en approches stratégiques pratiques. Un laboratoire politique sur [le renforcement de la coordination des politiques](#) (28 novembre 2024) a souligné l'importance de structures de gouvernance intégrées, d'une participation active des parties prenantes, d'une communication claire et d'un financement simplifié et bien contrôlé pour veiller à ce



Note d'information Novembre 2023

Sept ingrédients pour traduire le pacte rural en actions

1. Des structures et des mécanismes pour collaborer avec les acteurs ruraux
2. Un membre désigné du gouvernement et des services spécialisés pour traiter les questions liées à la ruralité dans l'ensemble des politiques
3. Le renforcement des capacités et le soutien à la mise en réseau d'un large éventail d'acteurs et de parties prenantes
4. Une vision prospective, mise en œuvre au moyen d'une stratégie/d'un plan d'action global
5. Un test rural efficace et des systèmes de données adéquats
6. Des systèmes de gouvernance appropriés pour faciliter la coordination
7. Des mécanismes pour coordonner l'allocation des fonds et garantir les synergies

que les politiques produisent des effets durables à tous les niveaux. Voir les exemples nationaux et régionaux aux pages 8 et 9.

Un autre laboratoire politique, axé sur le [test rural](#) (12 juin 2025), a mis l'accent sur la nécessité d'intégrer la réflexion rurale tout au long du processus d'élaboration des politiques — de la définition des priorités à l'évaluation en passant par l'analyse d'impact et la mise en œuvre — plutôt que de la considérer comme un contrôle ponctuel. Découvrez comment renforcer le processus de test rural et gérer les attentes relatives à sa mise en œuvre aux pages 6 et 7.

Enfin, un laboratoire sur le [budget et le cadre d'action de l'UE pour l'après-2027](#) (5 novembre 2025) a examiné les [propositions de la Commission européenne](#) de juillet 2025, leurs implications pour les communautés rurales et les moyens de faire entendre la voix des zones rurales dans le débat d'orientation.

Solutions pratiques pour le logement rural, le tourisme et l'innovation

Les webinaires du pacte rural de 2025 sur les bonnes pratiques ont présenté des moyens concrets de renforcer les communautés rurales par des échanges sur des approches et des initiatives innovantes.

Le **webinaire sur le logement rural** (20 février 2025) a souligné que le caractère abordable, l'accessibilité et l'efficacité énergétique nécessitent un soutien financier ciblé, en particulier pour les ménages en situation de précarité énergétique, associé à des campagnes de sensibilisation et à des recherches de l'UE visant à améliorer l'accès au financement. La simplification des procédures de planification, le renforcement des compétences locales et le développement de bases de données numériques sur la propriété peuvent contribuer à une accélération des rénovations et à la remise en usage des logements vacants. Les modèles communautaires, tels que les coopératives ou les fiducies foncières, peuvent contribuer à garantir la cohésion sociale et la sécurité du logement à long terme.

Le webinaire sur **le tourisme rural durable** (7 mai 2025) a mis en exergue le rôle clé de celui-ci dans la revitalisation locale et la sauvegarde de la nature et de la culture, soutenues par le développement des compétences tout au long de la chaîne de valeur du tourisme, la planification intégrée et le renforcement des infrastructures numériques et physiques. Un financement à long terme flexible, une réduction de la bureaucratie et une gouvernance locale sont essentiels pour favoriser l'esprit d'entreprise et des offres touristiques cohérentes et régénératives.

Le **webinaire sur l'innovation rurale** (22 mai 2025) a souligné le rôle central de l'innovation locale dans le maintien de communautés dynamiques et prêtes pour l'avenir. Il a mis en évidence la nécessité de politiques territorialisées, de financements flexibles et de partenariats qui combinent les connaissances locales et les avancées technologiques. Une connectivité solide, des compétences numériques et une participation inclusive, en particulier des jeunes et des femmes, ont été jugées essentielles à l'innovation sociale, écologique et économique. Des indicateurs, des structures de gouvernance et des investissements à long terme adaptés sont indispensables pour rendre l'innovation rurale visible, mesurable et durable.

Actions en faveur de la vision rurale: faites la différence!

Les **initiatives volontaires mises en œuvre et partagées par les membres de la communauté du pacte rural** contribuent à façonner l'avenir des zones rurales d'Europe. Bien qu'il n'y ait pas d'obligation ni de compensation financière, toute action, quelle que soit son ampleur, est importante.

Tout le monde peut participer: citoyens, entrepreneurs, ONG, universitaires ou autorités publiques. Les actions peuvent être des projets existants ou de nouvelles initiatives qui renforcent les communautés rurales, stimulent l'innovation et répondent aux défis locaux.

Actions que vous pouvez proposer

- **Politiques et sensibilisation:** stratégies, débats et initiatives qui renforcent les politiques de développement rural.



@ Union européenne, 2025

Conférence sur le pacte rural de 2025

Événement phare du pacte rural, la **conférence** a réuni plus de 250 parties prenantes de toute l'Europe afin de relier les réalités rurales à l'élaboration des politiques de l'Union et au débat sur l'avenir des zones rurales. Les discussions ont mis en évidence l'importance de **politiques intégrées et territorialisées, d'une participation inclusive et d'une gouvernance à plusieurs niveaux** pour donner aux communautés les moyens d'agir et transformer la vision rurale de l'Union en actions concrètes. Lisez une [vue d'ensemble des principales conclusions](#) et une série de points de vue des parties prenantes aux pages 10 et 11.

- **Renforcement des capacités et partage des connaissances:** programmes de formation, ateliers et possibilités d'apprentissage par les pairs.
- **Événements et réseautage:** rencontres de parties prenantes pour établir des liens, échanger et inspirer.
- **Projets locaux:** initiatives concrètes sur le terrain.
- **Toute autre action sur le terrain,** mise en œuvre dans une zone rurale.

Partager votre action apporte de réels avantages: cela met en valeur votre travail dans toute l'Europe, inspire les autres et démontre votre leadership. Vous entrez ainsi en contact avec des membres qui partagent vos idées, vous favorisez les partenariats et vous amplifiez la voix du monde rural dans l'élaboration des politiques, montrant ainsi le nombre croissant de personnes qui sont prêtes à agir en faveur des zones rurales.

Devenez membre du pacte rural, découvrez [comment vous pouvez contribuer](#), explorez [les actions existantes](#) — apportez votre contribution aux zones rurales prospères!

Donner à l'Europe rurale les moyens d'agir: la communauté du pacte rural en action



Par Urszula Budzich Tabor,
Bureau d'appui au pacte rural

Dans le cadre de la vision rurale de l'Union, la Commission européenne a mis en place le pacte rural au niveau de l'Union afin de contribuer à rendre les zones rurales européennes plus fortes, plus connectées, plus résilientes et plus prospères. Le pacte a rassemblé et activé une communauté de plus de 3 500 organisations et personnes de toute l'Europe. Toutefois, pour obtenir des résultats, ce pacte rural doit dépasser le niveau de l'Union et atteindre les parties prenantes aux échelons national, régional et local.

À cette fin, il est nécessaire que les institutions et organisations chargées des questions alimentaires, agricoles et rurales, mais aussi celles qui s'occupent de la santé, de l'éducation, des transports et de la mobilité, du logement, de l'emploi, de l'environnement ou de l'énergie, à tous les niveaux de gouvernance, participent et collaborent.

Dans la plupart des États membres de l'Union, certains éléments du pacte rural sont déjà en place, qu'il s'agissent des mécanismes de coordination entre différents domaines politiques et entre différentes sources de financement, du dialogue permanent avec les communautés rurales et les organisations de la société civile ou du renforcement de leurs capacités.

La mise en œuvre du pacte rural nécessite également une direction résolue aux niveaux national et régional, un accès à des informations fiables (intelligence rurale) et une réflexion stratégique à long terme sur le développement rural.

Exemples au niveau national

- En Tchéquie, les zones rurales bénéficient de stratégies intégrées de développement local mené par les acteurs locaux (CLLD) financées au titre de différents fonds de l'Union, assorties d'un certain nombre de mécanismes visant à assurer la coordination entre les cloisonnements politiques.
- La stratégie irlandaise «Notre avenir rural» porte sur la diversification économique, l'inversion du déclin rural et la mobilisation de la technologie et de la numérisation en faveur de la croissance. L'Irlande a également élaboré un guide du test rural à l'intention des décideurs politiques.
- En Finlande, toutes les politiques concernant les zones rurales sont coordonnées par un conseil de la politique rurale représentant divers secteurs, notamment l'administration, les entreprises, les activités civiques, les organismes de conseil et la recherche (voir page 9 pour plus de détails).
- La Norvège expérimente actuellement une approche selon laquelle des municipalités rurales vulnérables élaborent des plans d'action pour renforcer le développement communautaire et mettre en œuvre des solutions territorialisées. Le dialogue politique annuel rassemble ces municipalités, les comtés et les autorités nationales afin de faire en sorte que leur action reste coordonnée.

Exemples au niveau régional

- La région française Grand Est a mis en place un pacte rural pour apporter son concours à la diversité et à la vitalité des zones rurales. Ce processus passe par un engagement global à long terme en faveur de la préservation de la qualité de vie, de la protection de l'environnement et de l'agriculture locale, de l'amélioration de la connectivité et du renforcement de l'attractivité des territoires ruraux, tout en favorisant les possibilités d'engagement et d'innovation pour les jeunes (voir page 8 pour plus de détails).
- Dans la région espagnole de Catalogne, le programme rural 2022, à caractère fortement participatif, définit une vision rurale et recense les besoins, les enjeux et les possibilités pour garantir les conditions de vie et de développement. Un plan d'action décrit les mesures à prendre par

les différentes administrations régionales pour coordonner le déploiement des fonds dans les zones rurales.

- Le test rural dans la région espagnole de Castille-La Manche est institutionnalisé au moyen d'une approche globale décrite dans la législation régionale, qui exige que les nouveaux règlements, plans ou programmes fassent l'objet d'un «rapport sur les incidences démographiques» afin d'évaluer les effets sur les zones rurales.
- En Belgique, le gouvernement flamand a lancé un pacte rural, sous la forme d'un partenariat entre un large éventail de parties prenantes, articulé autour de cinq thèmes: un espace ouvert polyvalent; un cadre de vie attractif; une communauté rurale accueillante; une activité économique liée à l'innovation; et une gouvernance locale forte.

Au niveau local, les communautés s'efforcent de faire de leurs territoires de meilleurs lieux de vie: pour y parvenir, elles ont besoin de leaders ou de «champions» locaux qui les aident à élaborer une vision commune et un plan d'action concret, ainsi qu'une structure organisationnelle appropriée pour le mettre en œuvre. Toutefois, la communauté locale ne peut à elle seule avoir une incidence majeure: en effet, la complexité de l'action rurale, conjuguée à une multiplicité d'acteurs et de problématiques, nécessite une forte contribution des décideurs politiques.

Les autorités nationales et régionales ont un rôle important à jouer pour soutenir l'action communautaire en renforçant les capacités locales et en facilitant l'accès au financement. Il est essentiel que ces décideurs nationaux/régionaux reconnaissent les dirigeants et organisations locaux en tant que partenaires du développement rural, et que les différents volets d'action produisent des effets harmonisés au niveau local.

Tant au niveau national/régional qu'au niveau local, les méthodes et approches permettant de faire avancer le pacte rural doivent être adaptées à la culture juridique et administrative et s'appuyer, dans la mesure du possible, sur les structures et mécanismes existants. Il s'agit notamment des groupes LEADER et des villages intelligents, ainsi que des réseaux de la société civile tels que les parlements ruraux.

Il est particulièrement important de disposer d'organisations intermédiaires ou de «médiateurs ruraux» pour combler le fossé entre les initiatives locales et les programmes de soutien. Au niveau de l'élaboration des politiques, un cadre clair est nécessaire pour assurer la coordination et les synergies entre les politiques, ainsi que pour soutenir, renforcer et multiplier les initiatives ascendantes.

Le renforcement du pacte rural dépend d'efforts coordonnés à tous les niveaux de gouvernance, apportant un soutien au leadership local, et de mécanismes pratiques pour répondre aux besoins et aux possibilités spécifiques dans les zones rurales.

Exemples au niveau local

- Les groupes d'action locale (GAL) de la région italienne de Toscane jouent un rôle crucial dans le soutien à la stratégie nationale pour les zones intérieures en renforçant les capacités et en associant les parties prenantes locales. Par exemple, le **GAL MontagnAppennino** fournit un soutien technique aux bénéficiaires locaux de la stratégie nationale et met en œuvre sa propre stratégie territoriale pour créer des synergies.
- En France, les groupes d'action locale sont généralement organisés autour d'associations supramunicipales appelées «pays». Le **Pays Vallée du Loir** rassemble 57 communes et est piloté par un comité de représentants locaux élus et un conseil consultatif de bénévoles représentant la communauté locale. Le Pays aide les acteurs locaux à travailler sur un large éventail de sujets, en utilisant le financement de LEADER et d'autres fonds régionaux, nationaux et européens.
- Aux Pays-Bas, l'association **«Hilvarenbeek Smart Village»** réunit des habitants, des autorités locales et diverses organisations afin de promouvoir le développement local durable et de soutenir des initiatives ascendantes au moyen de connecteurs et de plateformes avec des experts locaux. Les initiatives locales, allant de la modernisation et de la réaffectation des bâtiments communautaires à l'amélioration du transport local par autobus, sont en grande partie menées par des résidents spécialisés qui partagent leurs connaissances et leur expérience dans le cadre de nouveaux projets.



Lisez les documents d'information sur le pacte rural intitulés «La mise en œuvre du pacte rural dans les États membres» et «Donner aux communautés les moyens d'agir en faveur de la vision rurale», disponibles dans toutes les langues officielles de l'UE.

Consultez les pages d'[information par pays](#) pour trouver toute une série d'exemples aux niveaux national et régional.

Responsable d'édition: Antonia Gámez Moreno, chef d'unité — zones et réseaux ruraux, AGRI-D1, Direction générale de l'agriculture et du développement rural, Commission européenne

Contenu et édition: Direction générale de l'agriculture et du développement rural, AGRI-D1 et Bureau d'appui au pacte rural

Remerciements:

- Principaux contributeurs: Christophe Hansen; Silvia Nanni; Radim Sršeň; Florin Popa; Edward Tersmette; Betty-Ann Bryce; Franck Leroy; Eva van der Meulen; Sanna Sihvola; Marianne Selkäinaho; Anita Seljicka; Kevin Grauwels; Hilkka Vihtinen; Ben van Essen; Charlene Lambert; Hugo Sobral; Mihail Dumitru; Sophie Nedlin; Urszula Budzich-Tabor
- Mise en page: Bureau d'appui au pacte rural
- Photos de couverture: © Union européenne, 2025

Toutes les éditions du magazine Vision rurale peuvent être [téléchargées en ligne](#). Vous pouvez également commander une version papier en consultant les publications de l'UE: op.europa.eu/fr/publications.

Le contenu du magazine Vision rurale ne reflète pas nécessairement l'opinion officielle des institutions de l'Union européenne.

Manuscrit achevé en décembre 2025 | Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2025 © Union européenne, 2025. Réutilisation autorisée, moyennant mention de la source.



La politique de la Commission en matière de réutilisation de l'information est mise en œuvre par la décision 2011/833/UE de la Commission du 12 décembre 2011 relative à la réutilisation des documents de la Commission (JO L 330 du 14.12.2011, p. 39, ELI: <http://data.europa.eu/eli/dec/2011/833/oj>).

Sauf mention contraire, la réutilisation du présent document est autorisée dans le cadre de la licence Creative Commons Attribution 4.0 International (CC BY 4.0) (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>). Cela signifie que la réutilisation est autorisée moyennant citation appropriée de la source et indication de toute modification.

Pour toute utilisation ou reproduction d'éléments qui ne sont pas la propriété de l'Union européenne, il peut être nécessaire de demander l'autorisation directement auprès des titulaires de droits respectifs.

Pour de plus amples informations sur l'Union européenne: europa.eu

Visitez le site web du pacte rural de l'UE

ruralpact.rural-vision.europa.eu

Suivez le pacte rural de l'UE sur les médias sociaux

facebook.com/EURuralPact x.com/EURuralPact linkedin.com/company/eu-rural-pact
bsky.app/profile/eururalpact.bsky.social

Print ISBN 978-92-68-35054-6 ISSN 2812-2623 doi:10.2762/8642219 KF-01-25-038-FR-C

PDF ISBN 978-92-68-35053-9 ISSN 2812-2631 doi:10.2762/3568584 KF-01-25-038-FR-N



Office des publications
de l'Union européenne

Accédez à la version en ligne du magazine

